

# Le rôle de l'éthique dans le développement économique

## Cas de la finance islamique

### Résumé

*Chaque société constitue au fil du temps son propre ordre économique où se concrétisent ses valeurs, sa vision à l'égard de l'individu et de la société et son attitude vis-à-vis de l'argent et de son rôle dans la société. Pour l'islam, l'économie et la morale sont inséparables. Leur intrication vise à ce que l'argent ne devienne pas une idole que les gens adorent et dont ils se soumettent à la tentation, mais un bien dont l'homme est le gardien. Cette éthique veut que l'argent ne soit pas un but en soi mais un moyen. L'interdiction coranique du **ribâ**, mot arabe signifiant usure et intérêt, a forgé une philosophie qui guide les comportements individuels dans ce domaine. Ainsi, il est question dans ce travail d'apporter des éléments de réflexion concernant les raisons qui nous permettent de comprendre l'importance donnée à la finance islamique, de manière générale, et à son rôle dans le développement économique, de manière précise.*

**Mots-clés :** finance islamique ; éthique ; développement durable ; croissance économique.

**Miloudi Kobiyyh**

Université de Caen,  
France  
(miloudi.kobiyyh@gmail.com)

### Introduction

La finance islamique est un phénomène relativement récent, à peine quarante années nous séparent de l'apparition des premières banques islamiques. Le précurseur de ce mouvement est la première banque islamique créée en 1963 en Egypte par Ahmed Al Naggar (Karich, 2002). Cette initiative a été suivie par la banque Amanah aux Philippines en 1973 (Ariff, 1988), la Banque islamique de développement (BID) et la Dubai Islamic Bank en 1975, la Faysal Islamic Bank en 1977 et la Banque islamique de Bahrein en 1979.

Au début des années quatre-vingts, deux pays ont introduit de manière officielle les pratiques de la finance islamique, l'Iran et le Pakistan. Par la suite, d'autres pays les ont rejoints comme l'Arabie saoudite, l'Egypte, les Emirats arabes unis, la Malaisie, le Soudan, la Turquie, et d'autres les ont

suivis après. Ces institutions ont vu aussi le jour dans des pays occidentaux comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

Bien évidemment, certaines de ces institutions financières ont préféré s'installer dans des places financières internationales pour bénéficier de leurs avantages fiscaux, comme le Luxembourg et la Suisse. En suivant cet élan, des banques occidentales n'ont pas hésité à ouvrir dans le monde musulman des succursales où coexistent les techniques bancaires de dépôt et d'emprunt conventionnelle et islamique.

Généralement, la finance se définit comme une activité de service, en ce sens, elle a pour fonction de garantir la fluidité des transactions indispensable à l'activité économique et permettre la meilleure utilisation possible des capitaux disponibles dans l'économie. C'est la raison pour laquelle elle peut être considérée comme l'ensemble des activités qui organisent le financement des agents économiques ayant des besoins de capitaux (comme par exemple les entreprises ou les États) par les agents ayant des surplus (typiquement les ménages épargnants).

L'explosion fracassante de l'activité financière a fait qu'elle s'est développée beaucoup plus rapidement que le reste de l'économie, ceci lui a permis d'acquérir l'autonomie et sa séparation de l'économie réelle. En outre, ce mouvement a donné lieu à l'isolement accru de la finance sur les plans à la fois conceptuel et professionnel. D'où l'importance de l'éthique comme un fondement de base qui permettrait de réunir les efforts et converger les intentions vers le même objectif qui promeut la justice, le bien-être et la croissance.

Dans ce contexte, les investissements et les placements dits éthiques ont été mis en lumière. La finance islamique fait partie de cette catégorie de la finance éthique. C'est une raison de plus pour s'y attarder en cherchant à comprendre pourquoi elle est moins vulnérable que la finance conventionnelle et comment elle peut promouvoir le développement économique et résister à la tempête que traverse le monde actuellement.

Or, la finance islamique, comme secteur vital du système économique, ne peut voir sa prospérité que dans le cadre d'un paradigme global et un projet plus général qui regroupe tous les opérateurs de ce domaine sur une conception d'éthique islamique et sur la base d'intérêts non divergents. En effet, penser la finance selon cette éthique revient à penser la finance selon les principes de la loi islamique (*charia*).

Cette loi recherche des solutions au dilemme des musulmans qui ne souhaitent ni déposer leur argent ni demander un crédit à une banque conventionnelle. Cela résulte de la prohibition d'un ensemble de mécanismes d'enrichissement qui contrevient à leur éthique.

Il s'agit d'un système financier qui se nourrit de fondements éthiques issus de la loi islamique et qui prend son origine dans l'interdiction de l'intérêt et de l'usure. Ce système s'appuie sur des principes de base qui le régissent comme le partage des pertes et profits, l'interdiction du *gharar* (l'incertitude),

du *maysir* (jeu de hasard), de la thésaurisation et des activités illicites. Selon ces principes, un impôt religieux, la *zakat*, est rendu obligatoire.

Dans ce travail, l'objet est d'apporter des éléments de réflexion concernant les raisons qui nous permettent de comprendre l'importance donnée à l'éthique, en général, et à la finance éthique, en particulier. Il est question aussi d'examiner le développement de la finance islamique et ce qu'elle propose comme solutions afin de promouvoir la prospérité et la croissance économique.

Dans cette perspective, le passage va être progressif de la théorie à la pratique. Il s'agit d'examiner d'abord les fondements conceptuels et les éléments de base dont nous avons besoin pour comprendre comment s'est développée la finance islamique, ensuite, aborder sa démarche en pratique pour concrétiser l'éthique et les principes de la loi islamique et, enfin, discuter les différents éléments lui permettant d'acquérir son efficacité en termes de développement économique et sa distinction par rapport à la finance conventionnelle.

Ainsi, cette analyse commence dans une première section par l'étude de l'historique et des principes moraux de base qui fondent la compréhension du développement de cette finance. Dans la deuxième section, nous explicitons le rôle de la conscience éthique dans le renouvellement du concept de la rationalité économique et sa portée en termes de réalisation des finalités supérieures dans ce domaine financier. Pour compléter cette analyse, nous étudions dans la troisième section le rôle de la finance islamique dans le développement économique et ses perspectives.

## 1. Le développement de la finance islamique

### 1.1. Un historique de la finance islamique

Afin d'améliorer la compréhension du phénomène de la finance islamique, il est nécessaire de passer en revue les étapes caractérisant l'émergence de ce système financier et les éléments de son développement. En effet, l'apparition de la finance islamique s'est faite avec la création de la première banque islamique en 1963 en Egypte, de la banque Amanah aux Philippines en 1973, de la Banque islamique du développement en 1974 et de la Banque commerciale de Dubaï en 1975.

Néanmoins, il est utile de noter que ces années ont été celles d'une demande croissante de la population qui ne voulait plus déposer ses actifs dans les banques aux instruments financiers conventionnels. En outre, depuis plus d'un siècle, le pétrole est l'un des moteurs fondamentaux de la croissance économique mondiale utilisé aussi bien dans la production industrielle que dans les transports. Le recyclage des pétrodollars a donné lieu à une surliquidité abondante qu'il faut chercher à placer.

Cette surliquidité venue du développement de l'industrie pétrolière a été accentuée par les deux chocs pétroliers qui ont marqué l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle. Ces chocs ont été le reflet de la crise de 1973 et de la révolution iranienne de 1979, suivie de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Certains utilisent même l'expression de « troisième choc pétrolier » pour désigner l'augmentation des cours du pétrole en 2008 due à un surcroît de la demande.

Le flux abondant des rentes pétrolières a fait émerger à l'idée de la nécessité de créer des institutions financières adaptées spécialement à la région. La première banque islamique créée en 1963 en Egypte prospère jusqu'en 1967, date à laquelle on ne compte pas moins de neuf succursales dans le pays.

Ensuite, il faut attendre le début des années 70 pour assister au véritable tournant de la finance islamique. La création de la Banque islamique de développement (BID) en 1975 marque le véritable lancement du financement conforme à la loi islamique. D'autres établissements financiers islamiques voient le jour durant ces années 70 : la Dubai Islamic Bank en 1975, la Faysal Islamic Bank en 1977 et la Banque islamique de Bahrein en 1979.

Actuellement, la masse d'argent mobilisable sur le marché de la finance islamique oscille entre 500 et 1 000 milliards de dollars d'actifs des banques et compagnies d'assurance. Selon l'agence de notation Moody's, ce secteur affiche depuis 2003 un taux de croissance annuel de 15 %. La plus grande partie de ces capitaux est répartie entre les pays du Golfe (60 %) et d'Asie du Sud-Est (20 %). La part de la finance islamique en France depuis 2002 est d'environ 3 milliards d'euros.

En 2007, ce marché se compte comme l'un des grands marchés du monde, estimé à près de 729 milliards de dollars et un taux de croissance considérable de 37 % par rapport à 2006. Ce marché regroupe aussi bien les banques commerciales que les banques d'investissement, les compagnies de *takaful* (l'assurance mutualiste islamique), l'organisme de l'émission de *sukuk* (les titres financiers) et les fonds d'investissement respectueux des principes de l'islam.

Ainsi, le progrès remarquable qu'a connu la finance islamique peut être résumé dans les points suivants :

- le regain de vitalité que la population musulmane a connu et la renaissance islamique qui a marqué le monde musulman d'une façon générale depuis les années 70 ;
- la volonté de se démarquer des pays colonisateurs et de trouver un système financier propre qui reflète les principes de l'islam et convienne à la population en question ;
- les chocs pétroliers des années 70 (1973, 1979) et la disponibilité accrue d'une liquidité abondante qui constitue une source de fonds incontournable pour les pays pétroliers ;

– la possibilité qu'offre la finance islamique pour les établissements financiers de recourir au secteur bancaire conventionnel lorsque celui-ci est soumis à des politiques financières de répression sous la forme de taux d'intérêt bas et d'un contingentement du crédit.

### 1.2. Principe de base et fondement de la finance islamique

La finance islamique vise à développer une offre financière conforme aux règles de la loi religieuse de l'islam qui s'applique aux différentes relations relevant du domaine financier. Actuellement, elle se présente comme une série de principes et de techniques qui régissent les transactions intéressant la finance, comme le refus de l'intérêt (*riba*) et l'imposition de la taxe sociale purificatrice (*zakat*). Ces principes sont appliqués au cœur du système économique classique et représentent des solutions de remplacement. Ainsi, chaque produit financier doit être conforme à cette loi et porter la certification de *fatwa*.

Cette loi relevant de la *charia* se base sur le *Coran* et les préceptes du Prophète qui forment un code de principes moraux et de règles de comportement pour les musulmans dans leur vie privée, sociale et économique. En effet, la *charia* est relayée par la jurisprudence (*al-fiqh*) qui constitue le côté pratique. Il s'agit d'une extraction de quatre sources essentielles : le *Coran*, la *sunna*, *al-ijma'* et *al-qiyās*.

La première source, le *Coran*, transcrit la parole de Dieu et représente la base juridique du droit musulman. Il réglemente la vie et les pratiques des croyants. La deuxième, la *sunna*, est l'ensemble des paroles et actes du prophète ainsi que son approbation des actions ou pratiques d'autrui. Ces dires ont été recueillis par voie de transmission et sont appelés des *hadiths*. La *sunna* et le *Coran* sont les deux sources majeures du droit islamique.

La troisième, *al-ijma*, traduit le consensus des théologiens musulmans sur un sujet donné. La dernière source est *al-qiyās*. Elle signifie le raisonnement par analogie, qui extrait des deux sources principales, le *Coran* et la *sunna*, les actes déroulés dans le passé et applicables par analogie aux faits présents.

#### *Spécificité de la finance islamique*

La spécificité de la finance islamique est qu'elle constitue un système financier qui, tout en intégrant des objectifs de rentabilité et d'efficacité, respecte l'ensemble des pratiques éthiques de la *charia*, dont les cinq piliers essentiels sont :

1. l'interdiction de toute forme d'intérêt, fixe ou variable, toutefois, la finance islamique ne blâme pas la recherche du profit ;
2. l'interdiction de l'incertitude et de la spéculation (*gharar*), par exemple sont prohibés les échanges de marchandises que le vendeur n'est pas encore en état de livrer ;

3. le principe d'adossement du financement à un actif tangible (*asset-bancking*);
4. l'obligation du partage des pertes et profits (principe des 3 p);
5. la prohibition de secteurs d'activités jugés illicites (alcool, armement, casinos, tabac, etc.) ; de ce fait, toutes les opérations doivent porter sur des actifs autorisés par la *charia*.

De ces spécificités nous pouvons dégager les éléments suivants :

- le gain qui résulte juste du fait du prêt d'argent est vu comme une sorte d'exploitation de la personne en situation relativement défavorable vis-à-vis du prêteur, cela a donné lieu à l'interdiction de l'intérêt (*riba*) ;
- les conditions du contrat entre deux parties doivent refléter des taux d'intérêt bien prescrits, toutes les spéculations autour des hypothèses de taux futurs possibles sont interdites (comme en cas de « futurs » contrat), cela s'inscrit sous forme d'interdiction du hasard (*mayssir*) et de la spéculation (*gharar*) ;
- pour combattre la spéculation, tout investissement doit se baser sur un capital réel, cela garantit l'actif réel et tangible (*asset bancking*) ;
- l'investissement se base sur le partage des profits et des pertes (PPP ou en anglais *profit and loss sharing* (PLS)) entre l'investisseur et le bénéficiaire d'où le principe appelé en arabe : *al-ghunm bi al-ghurm* ;
- l'exclusion des secteurs d'investissement à cause de leurs affaires répréhensibles comme l'alcool, le tabac, la pornographie et l'armement.

Il apparaît que la loi financière islamique est orientée de manière à créer une culture où les agents économiques dépensent et redistribuent uniquement les fonds dont ils disposent vraiment. Ces principes fondent la base éthique de la finance islamique comme une éthique d'affaires, avec une orientation vers l'intégrité, l'équité, le partage des risques et le bien-être de la société en général.

De même, les agents économiques sont censés chercher à gagner des surplus dans la mesure où ils ont reçu des talents à faire fructifier. Mais les surplus doivent être utilisés non pas pour l'élévation de soi, mais pour des buts et des objectifs socialement responsables.

C'est dans ce sens que la finance islamique se distingue par son service qui consiste à gérer et à répartir des fonds monétaires. Cette finance vise également à contribuer à la promotion de la vie sociale, l'atténuation des inégalités sociales et l'amélioration de la vie de tous les êtres.

### *Les raisons d'interdiction*

La finance islamique se caractérise par son caractère intransigeant vis-à-vis de certaines pratiques de la finance conventionnelle. C'est ainsi que cette finance est fondée sur l'interdiction de l'usure, c'est-à-dire toute forme de financement qui s'appuie sur un taux d'intérêt prédéterminé et fixe. Il faut souligner au passage que l'intérêt et l'usure sont conjointement associés sous le nom arabe de *riba*.

A l'époque anté-islamique, période d'ignorance, une pratique courante règne au sein de la communauté mecquoise : lorsque l'emprunteur, ou l'acheteur à crédit, a des difficultés à rembourser sa dette, il doit doubler la période de maturité du capital échu, mais au prix du doublement du taux d'intérêt. Cette façon de rééchelonner les dettes a mérité de recevoir le nom de *riba al-jahiliya* (*riba* de la période de l'ignorance).

A l'époque de l'islam, la prohibition de l'intérêt résulte d'un verset coranique : « Dieu a rendu licite le commerce et illicite l'intérêt ». Afin d'explicitier ce verset, un *hadith* du Prophète expose les règles du commerce légal. Ce *hadith* a une portée générale puisqu'il vise six produits, dits *ribawi*, qui sont l'or, l'argent, le blé, le froment, les dattes et le sel.

Tout échange de produits identiques (or contre or, blé contre blé) avec un avantage pour une personne est une opération usuraire, mais non les avantages résultant de l'échange de produits de nature différente (or contre blé par exemple). Ainsi, l'échange en quantités inégales d'or, d'argent, de blé, d'orge, de dattes et de sel (or pour or, argent pour argent, etc.) est largement interprété comme du prêt à intérêt, ce qui constitue la raison de son interdiction.

C'est ainsi qu'en matière d'échange de monnaie (argent contre argent), tout surplus tiré d'une transaction non basée sur des actifs réels et préalablement possédés par le vendeur est illicite. Concrètement, entrent dans cette catégorie les contrats de prêt, les crédits bancaires, qu'ils s'agisse des crédits à la consommation ou des crédits aux entreprises et qui ne respectent pas cette exigence.

Ainsi, l'origine de l'interdiction de l'intérêt est que les bailleurs de fonds appliquaient des taux usuraires et profitaient donc de la misère des pauvres. Par ailleurs, l'idée principale qui est décisive dans la prohibition de l'intérêt est que l'argent n'est pas du capital, il ne le deviendra qu'après sa transformation par le travail et l'effort.

En ce sens, une unité monétaire d'aujourd'hui vaut une autre demain, de telle sorte qu'il est impossible de réaliser un bénéfice sur son échange. Par conséquent, la religion musulmane interdit toute forme d'intérêt payé sur un prêt quelle que soit sa nature ou sa grandeur.

Plusieurs explications peuvent être avancées, la première est que l'intérêt est une rémunération fixe et connu *ex ante*. Selon cette explication, l'emprunteur assume une part majoritaire du risque dû au fait que la rémunération qu'il devra céder au bailleur de fonds n'est pas fonction du résultat de l'actif financier. Ceci révèle l'injustice entre les risques pris par le prêteur et les risques pris par le débiteur.

Une autre explication s'apparentant à la philosophie a été avancée par Iqbal et Mirakhor (2006), ces derniers mentionnent que l'argent n'est que du capital potentiel, et il ne deviendra réellement capital qu'après son association avec une autre ressource afin d'entreprendre une activité productive. L'argent

n'a donc aucune utilité intrinsèque et n'est qu'un moyen d'échange de biens réels et tangibles.

A cet égard, la finance islamique peut être vue comme l'ensemble des modes de financement qui ont été adoptés pour respecter le partage des risques et garantir l'équité. Cela n'est possible que par l'interdiction simultanée de l'usure proprement dite et de l'intérêt au sens conventionnel du terme.

### 1.3. Principaux montages de finance islamique

Pour respecter l'éthique musulmane, les banques islamiques et les filiales islamiques des banques conventionnelles ont développé des mécanismes juridico-financiers. Ces derniers se fondent sur un ensemble de mécanismes tels que la *moudaraba*, la *mousharaka*, la *mourabaha* et l'*ijara*.

La *moudaraba* permet à un promoteur de conduire un projet grâce à des fonds avancés par des apporteurs de capitaux dont la manière de répartition des gains et des pertes est fixée dans le contrat. Selon la Banque islamique de développement (BID), c'est une « forme de partenariat » où une partie apporte les fonds et l'autre (*moudarib*) l'expérience et la gestion. Le bénéfice réalisé est partagé entre les deux partenaires sur une base convenue d'avance, mais les pertes en capital sont assumées par le seul bailleur de fonds.

L'application de ce mécanisme est modulable dans la mesure où une participation dégressive est envisageable grâce à un instrument technique de financement des projets. Ce dernier est fondé sur la participation au capital et accompagné de différents types d'arrangement pour la répartition des pertes et profits. Les partenaires (entrepreneurs, banquiers, etc.) contribuent aussi bien au capital qu'à la gestion des projets. Les bénéfices sont répartis selon des coefficients préétablis en fonction du niveau de participation au capital.

S'agissant de la *mousharaka*, les partenaires apportent des fonds, mais seulement l'un des deux a la charge de la gestion du projet. Concrètement, les banques islamiques ont développé notamment la *mousharaka* qui consiste à participer au financement de l'acquisition notamment d'un bien immobilier (surtout d'habitation). Une grande partie des fonds (90 %) est apportée par la banque et le reste (10 %) par le particulier. Le remboursement obéit à un tableau d'amortissement qui comprend, outre le capital principal, les bénéfices tirés par la banque dans cette opération.

Un autre mécanisme appelé *mourabaha* est un contrat de vente entre un vendeur et un acheteur par lequel le premier achète les biens requis par le second et les lui revend à un prix majoré. Les bénéfices (marge bénéficiaire) et la période de remboursement (versements échelonnés en général) sont précisés dans un contrat initial.

L'*ijara* est un mode de financement à moyen terme par lequel la banque achète des machines ou des équipements puis les transfère au bénéficiaire



pour une période durant laquelle elle en conserve le titre de propriété. Ce contrat est assimilé à une opération de crédit-bail à l'issue de laquelle le titre de propriété revient au bénéficiaire.

S'ajoute à cet ensemble de contrats l'*istisna* qui s'apparente à un mode de financement à moyen terme. C'est un contrat de fabrication (ou de construction) aux termes duquel le participant (vendeur) accepte de fournir à l'acheteur, dans un certain délai et à un prix convenu, des biens spécifiés après leur fabrication (ou leur construction) conformément au cahier des charges.

Outre les principes énumérés plus haut, il existe des exigences quant à la nature de l'activité dans laquelle un investissement demeure conforme à la *charia*. Ainsi, les activités en relation avec l'alcool, les jeux de hasard, l'élevage porcin, l'armement, l'industrie cinématographique ou toute activité suscitant ou suggérant la débauche ou la déchéance de l'être humain constituent des secteurs d'investissement prohibés.

En ce sens, la supervision des investissements se déroule de deux manières. La première est d'ordre individuel dans le sens où toute personne n'investira pas ses fonds dans les industries non compatibles avec son éthique. La seconde est d'ordre institutionnel et organisationnel dans la mesure où les banques et les fonds d'investissement islamiques sont composés, outre d'un conseil d'administration et d'une assemblée générale, d'un comité de supervision (*Sharia Board*) dont les membres sont des juristes du droit musulman. Ces derniers ont la charge de contrôler les transactions financières et leur compatibilité avec l'éthique islamique.

Néanmoins, la finance islamique développe actuellement un ensemble d'instruments compatibles avec non seulement la loi islamique, mais aussi les lois séculières.

## 2. La finance islamique: orientation et conscience éthiques

### 2.1. D'abord une conscience éthique

La finance islamique est souvent présentée de manière réductrice comme une finance qui interdit l'usure et l'intérêt. Pourtant, cette finance se veut avant tout équitable et juste, ce qui met en exergue la question de la conscience éthique.

Dans la réalité du contexte actuel, la finance islamique propose une série de réformes des techniques et des modalités qui intéressent les transactions au cœur du système économique classique. Cette solution de remplacement ne peut donc que confirmer la prééminence d'une économie libérale de marché tant dans sa philosophie de la rentabilité productiviste que dans sa domination globale.

Il s'agit donc de parvenir aux mêmes résultats en termes de stimulation économique, d'efficacité, de rentabilité et de bénéfices, mais en évitant

les pratiques considérées comme illicites. Ces dernières se présentent essentiellement dans l'intérêt, l'usure et la spéculation. Cela signifie qu'il s'agit beaucoup plus d'une option puisqu'il faut atteindre les mêmes objectifs mais avec des techniques financières différentes.

En réalité, nous sommes en face d'aménagements purement formalistes, car par cette qualification de *finance islamique*, on entend une série de techniques fondées sur deux ou trois principes généraux absolument déconnectés du cadre de l'éthique et de la philosophie générale des enseignements islamiques en la matière. Il s'agit par conséquent de proposer des aménagements formels sans mettre en exergue les finalités de cette activité économique.

La réflexion fondamentale et les propositions pratiques et concrètes doivent converger vers la vérification des finalités supérieures de l'éthique. La prohibition de certains moyens ou de certaines techniques doit se comprendre à la lumière de cette philosophie générale : les textes ont permis et confirmé des pratiques et en ont interdit d'autres (l'intérêt et la spéculation entre autres) à la lumière de l'éthique.

Il s'agit pour la collectivité et les opérateurs économiques d'une manière générale d'en être conscients et de chercher à atteindre ces finalités supérieures et non pas de se satisfaire de rendre licites les solutions financières techniques en nourrissant les mêmes ambitions de gain et de consumérisme. Il n'est pas question, au nom d'une disposition spirituelle et d'une éthique idéaliste, de prôner une activité économique qui tournerait le dos à l'efficacité et au rendement, mais bien d'associer la conscience éthique à l'action économique, à sa source, à son origine, pour s'interroger sur ses finalités, ses intentions et ses priorités.

Certes, chercher d'une façon légitime à faire des bénéfices ou à s'enrichir est une chose, mais accepter un système économique global aveuglement et follement porté par l'accumulation de richesse, la croissance déséquilibrée, le développement quantitatif, la privatisation et la marchandisation des êtres, des biens et des services en est une autre.

Il s'agit par conséquent d'un ordre économique qui s'impose à tous. Quand le bien-être et la santé économique d'une société se mesurent exclusivement par le biais du produit national brut (PNB) ou du produit intérieur brut (PIB), alors l'éthique et les finalités supérieures ont dangereusement déserté la réflexion. La pensée islamique contemporaine semble avoir accepté cette contradiction majeure puisque l'objectif serait au fond d'atteindre les mêmes PNB ou PIB, mais tout simplement avec d'autres moyens.

Le problème est plus profond que cela. En effet, la relation entre les finalités supérieures et les moyens, qui doivent les uns et les autres être licites, impose une réflexion fondamentale sur le sens de l'activité financière. L'économie néolibérale dominante se moque des ajustements cosmétiques et n'a aucune peine à les intégrer à sa logique. Ainsi les expériences, les techniques et la terminologie de la finance islamique sont étudiées et

intégrées dans les grandes banques internationales (HSBC, Crédit suisse, City Bank, etc.), non pas parce qu'il s'agit d'une solution de remplacement efficace mais parce que le label «islamique» ouvre de nouveaux marchés.

La logique dominante de la rentabilité à outrance intègre à sa dynamique toutes les initiatives qui, en se présentant comme des options de résistance à cette logique, ouvrent de nouveaux marchés particulièrement rentables. Le cercle est vicieux : il suffit de proposer des labels, de changer la terminologie et d'adapter les techniques. L'enveloppe est éthique, mais son contenu (l'obsession de la rentabilité et du bénéfice) est exactement le même. Il s'avère clairement que l'opération s'apparente à un exercice de pur marketing.

En revanche, l'enseignement islamique fait appel aux consciences avant d'inviter à aménager les outils en pensant à la seule licéité des techniques et des pratiques. Ce que l'on trouve dans l'univers islamique de référence est un corps de finalités supérieures et de moyens qui imposent une réflexion fondamentale sur le sens et l'essence de l'activité économique aujourd'hui.

Il est question plutôt d'une réforme radicale tant des mentalités que des fondements philosophiques et éthiques de la finance qui s'impose à tous aujourd'hui. La folle spirale, qui creuse un fossé de plus en plus indécent entre une toute petite minorité de riches et le nombre sans cesse croissant de pauvres, pousse à détruire la planète au nom des bénéfices immoraux de quelques-uns. Cela se présente comme une affreuse guerre aux justifications économiques contre la nature, l'homme et l'environnement. Il est certain que cette folle spirale exige autre chose que des ajustements formels et marginaux.

Peut-on promouvoir obsessionnellement la croissance économique sans se préoccuper des conséquences de cette logique sur les politiques économiques de développement, les phénomènes migratoires, la paupérisation de pans entiers des sociétés riches comme des sociétés pauvres avec les graves conséquences écologiques ? On peut poser ces questionnements par principe comme on peut le faire à la lumière des imminentes ruptures et des réalités imposées par la logique des crises.

Cette économie du laisser-faire, avec la domination du marché, est en train de miner les sociétés démocratiques, de faire imploser les tissus sociaux des sociétés pauvres et de détruire la nature. Les crises sont plus profondes et ne cessent de prendre la forme d'une paupérisation rampante, d'une migration massive et du réchauffement de la planète.

De nombreux économistes, opérant dans des milieux altermondialistes, ont instruit le procès de l'ordre économique mondial de façon fondamentale et radicale. Ainsi, ils ont critiqué les initiatives qui, au nom du développement durable ou humain, affirmaient réformer et humaniser les pratiques économiques classiques en cherchant un équilibre entre l'économique, le social et l'écologique mais en gardant la même approche productiviste et technique.

Ainsi, ils ont développé une critique approfondie de l'économie classique au nom de l'éthique et des finalités supérieures humanistes. Cette critique reste légitime, pertinente et nécessaire pour toute réelle réforme dans le futur. Ce qui ne peut laisser d'étonner et de choquer aujourd'hui est la quasi-absence de la contribution musulmane à ces réflexions.

Ainsi, adopter une finance qui consiste à s'engager pour une éthique, sans critiquer les fondements d'une économie de marché dominée par l'acharnement à gagner plus, plus vite et surtout avant les autres, se résume à une illusion extravagante qui ressemble à une décision qui exige le respect de la forme et qui force la destruction du fond. Le fondement de cet économie de marché est qu'elle est censée s'autoréguler par l'équilibre des forces en libre compétition.

En ce sens, les réformes proposées par les techniques qualifiées de *halal* n'ont fait que confirmer les objectifs très matérialistes du modèle dominant. Cependant, l'univers musulman est bien équipé, sur le plan éthique, pour remettre en question l'ordre économique dominant et engager une réflexion fondamentale sur cette problématique.

La fidélité aux finalités éthiques que nous avons mentionnées impose de s'engager dans une profonde réforme de transformation du modèle économique dominant. Cette démarche requiert une étude approfondie et spécialisée de la finance, de l'économie, de leurs instruments et de l'interaction entre les différentes sphères de l'activité humaine.

Puisque la finance se considère comme une composante essentielle dans tout système économique qui ne peut fonctionner sans elle, alors appliquer une éthique consiste avant tout à réformer les intelligences, les compréhensions, les attitudes et les comportements des individus opérant dans le domaine financier. Il est évident que cela s'oppose catégoriquement à la simple introduction de nouvelles techniques et solutions qui remplacent les autres.

## 2.2. Finalités et principes moraux

La finance islamique a pour finalité d'améliorer les conditions de l'homme, d'établir l'équité sociale et de prévenir l'injustice dans les relations économiques et les échanges commerciaux. C'est d'ailleurs là l'origine de l'interdiction de l'intérêt et de son remplacement par un système de partage des profits et des risques.

Ces objectifs concordent bien avec ceux de l'investissement socialement responsable tel qu'il s'est développé ces dernières années. Ce dernier se concrétise sous forme d'un développement durable dans ses piliers économique et social. Le pilier environnemental n'est pas absent non plus dans la finance islamique: un des fondements de l'islam est que l'homme remplit un rôle d'intendance de la création divine. C'est pourquoi le gaspillage et la consommation inutiles sont inacceptables.

Ainsi, il apparaît clairement que la religion et l'éthique sont étroitement liées. Cette relation se décortique en plusieurs liens relatifs à la justice, le respect, la dignité et l'honnêteté. Ces éléments renvoient d'une façon très patente au concept de l'intendance confiée par Dieu.

La finance de partage consiste à reverser une partie des bénéfices par le biais de *la zakat* qui est un des cinq piliers de l'islam. C'est le principe de l'aumône qui consiste à redistribuer annuellement une partie du profit (2,5 %) de l'entrepreneur ou de l'institution financière aux plus démunis. Cette politique permet, entre autres, de faire face aux inégalités dans la société. Au demeurant, cet impôt obligatoire sert, d'une part, à purifier le croyant et, d'autre part, à subvenir aux besoins de la société.

En ce sens, la finance islamique est compatible avec les approches de l'investissement socialement responsable, puisque la finalité de cette finance est l'amélioration des conditions de vie et du bien-être social. Cela converge tout à fait avec les thématiques de durabilité et les thèmes de l'économie sociale et solidaire.

Ces domaines se rejoignent sur une finalité globale favorable au bien-être social et au respect par l'homme de son environnement. Cependant, la finance islamique est un système plutôt normé qui fournit des directives à la fois financières et extra-financières. Ces dernières visent à partager les richesses et à promouvoir la solidarité en convergeant davantage vers les finalités de la finance éthique.

Ainsi, l'essor de la finance islamique et celui de l'investissement socialement responsable ne semblent pas corrélés aujourd'hui, mais il appartient aux acteurs des places financières, centres de recherche, ONG et agences de notation de favoriser leur rapprochement. Cela permettrait de développer conjointement ces approches qui visent à encourager des pratiques plus éthiques, responsables et transparentes.

### 2.3. L'éthique et le renouvellement de la rationalité économique

La réussite de cette entreprise de l'éthique nécessite de prendre en considération toutes les composantes du système économique et social dans lequel se fait l'application de cette finance. Il est donc nécessaire de tenir compte de toutes les interactions entre les différents domaines de l'activité économique. En plus, les attitudes et les comportements ne peuvent changer dans un domaine et rester intacts dans un autre.

En effet, l'éthique ne peut être appliquée dans un domaine et pas dans un autre, elle intéresse tout le système économique et social. C'est pourquoi il faut puiser dans l'éthique et dans ce qu'elle offre en termes de qualités humaines et comportementales, afin de mener à bien cette entreprise de la finance éthique. Ces qualités permettent aux hommes et femmes d'être capables d'appliquer cette éthique dans leur agir humain de nature économique et financière. Ces qualités ne se manifestent au niveau extérieur

sous forme de comportement qu'après avoir imprégné l'intérieur d'attitudes et de dispositions du cœur.

De ces qualités internes et de ce comportement externe se forge la personnalité de l'opérateur économique qui n'utilise pas les techniques et les solutions proposées par la finance islamique afin de faire plus de profit ou attirer une nouvelle clientèle, mais pour des objectifs plus supérieurs qui s'inscrivent dans le registre de l'éthique et d'une rationalité non tournée vers son propre intérêt.

Faire le maximum de bénéfices, et surtout plus vite, relève d'une rationalité maximisatrice qui ne croit qu'au propre intérêt individuel et matériel. Cette rationalité ne va pas dans le sens de promouvoir le bien-être social ni de mettre en priorité l'intérêt collectif, c'est pourquoi elle s'oppose catégoriquement à l'esprit de cette éthique. Elle est également contraire à l'esprit de tout enseignement qui pousse à agir pour soi comme pour autrui, par conséquent, à promouvoir le partage des profits et des risques.

Certes, le domaine financier est censé réaliser des gains, mais s'enrichir d'une façon déconnectée de l'économie réelle constitue une aberration du système. Appliquer l'éthique islamique à ce domaine stratégique pour l'économie fait déplacer la rationalité économique de celle appelée maximisatrice, qui ne se soucie que de l'intérêt individuel propre, à celle qui promeut le bien-être social et s'intéresse aussi aux intérêts de toute la société.

Par conséquent, l'application de l'éthique islamique fait basculer le comportement de l'opérateur économique de celui qui n'agit que pour des raisons matérielles à celui animé par des motivations sociales. Cette éthique contribue donc à renouveler ce concept de rationalité économique, dont son unique sens, dans la théorie économique classique, est la maximisation du bien-être individuel. Cela donne toute la priorité au propre intérêt individuel qui se fait au détriment de celui des autres.

Il s'avère donc que, par l'application de l'éthique, la rationalité économique devient pro-sociale dans le sens où elle favorise l'intérêt social et le bien-être de tous les individus de la société. Il s'agit d'une rationalité qui vise à réaliser aussi bien le bien-être individuel que social. Il est logique donc que cette rationalité promeuve toute croissance de l'économie qui augmente le bien-être social. Cette croissance permet une économie plus équitable et une répartition plus juste de la richesse.

Ainsi, cette rationalité qui en résulte ne contredit pas le fait de suivre son propre intérêt, mais à condition que ce dernier ne se fasse pas au détriment de celui d'autrui. Cela revient à chercher son intérêt matériel dans le cadre d'une vision plus globale qui prenne en considération tous les membres de la société et qui vise à servir l'intérêt commun d'une façon collective et engagée.

Ainsi, avec cette rationalité, la conscience ne va pas être déconnectée des réalités sociales et des intérêts de l'ensemble de la société. En ce sens, chaque individu cherche à réaliser sa vie, mais sans que cela soit au détriment de

la vie des autres. Autrement dit, cette éthique recommande que l'individu ait pleinement le droit de suivre son propre bien-être individuel mais sans oublier celui de la société. Plus encore, l'éthique en question donne toute l'importance et la priorité à la promotion du bien-être collectif qui ne peut se réaliser sans le bien-être individuel.

Evidemment cette conception doit être pensée d'une façon globale et profonde afin que cette rationalité puisse aboutir et donner ses fruits en termes de promotion du bonheur de tous les humains. Il en ressort le respect de l'homme, de l'environnement et de tous les êtres, sans porter atteinte à la santé de la terre ni épuiser ses ressources.

### 3. Rôle et perspectives de la finance islamique

#### 3.1. La finance islamique et la croissance économique

Il est évident que la croissance économique constitue un but très recherché par tout système économique. Cependant, elle ne se fait pas toujours au bénéfice de l'homme dans la mesure où elle pourra avoir des conséquences fâcheuses sur la nature et les ressources de la terre, ce qui se répercute défavorablement sur l'homme et la vie à court, moyen et long terme. Puisque tous les mécanismes économiques reposent sur la finance comme une force motrice, il convient à cette dernière donc de pousser cette croissance dans une voie de justice et d'équité, sans porter atteinte ni à l'homme et sa dignité ni à la terre et à ses ressources.

Par sa définition, la finance islamique recouvre l'ensemble des techniques financières et juridiques permettant le financement des biens et services conformément aux exigences de la loi coranique. Ces techniques dont les valeurs éthiques se distinguent dans un contexte de crise financière représentent une manne financière considérable.

Certes, cette finance islamique constitue une diversification opportune des sources de financement pour les entreprises et tout le tissu industriel, mais elle nécessite une adaptation du cadre réglementaire pour la développer aussi bien dans les pays musulmans que dans les pays occidentaux. En Europe, le Royaume-Uni est le précurseur du développement de la finance islamique et dispose déjà d'une longueur d'avance et d'une sophistication éprouvée dans ce domaine.

Dès 2005, le gouvernement britannique légiférait en faveur de l'introduction des opérations bancaires islamiques. Dans le secteur de la banque de détail, les banques spécialisées et les grandes enseignes des services bancaires ciblaient quelque deux millions de consommateurs musulmans établis au Royaume-Uni. Quant à la France, depuis 2007, le ministère de l'Économie et les principaux acteurs de la place financière de Paris encouragent le développement de cette finance en France.

Ainsi, pour réaliser le développement et stimuler la croissance économique, cette finance ne devra pas se limiter à des solutions techniques et des mécanismes pratiques. L'apport de ces solutions est très limité puisque les capitaux mobilisés par ces techniques peuvent être investis moyennant d'autres mécanismes, qui peuvent ne pas être licites mais plus efficaces pour réaliser des gains et procurer de l'utilité matérielle.

Il convient donc à ces techniques relevant de la finance islamique d'être nourries par une éthique qui fait que le gain et le bénéfice ne soient pas les seules motivations des opérateurs économiques. Ainsi, le côté social et la philosophie générale d'objectifs supérieurs et de finalités doivent accompagner l'application de ces techniques.

Néanmoins, il est clair d'après ce qui précède que la finance islamique est une illustration de la finance dite éthique, c'est-à-dire d'une finance qui entend se mettre à la disposition de l'économie réelle et la servir.

D'une manière générale, la finance constitue un domaine vital et essentiel pour l'économie tout entière. En permettant l'emploi du capital financier, l'octroi de crédit et la promotion de l'investissement, elle joue également un rôle crucial dans la croissance économique. Son essor et son développement, selon ladite éthique, ne peut que se répercuter d'une manière favorable sur tout le système économique et social.

La croissance économique souhaitée est celle qui se réalise sûrement à l'aide de la finance, mais aussi à travers le comportement que cette éthique prône. Il s'agit du comportement d'un être social dont l'action est orientée davantage vers autrui. Il s'agit d'une conception du bien-être qui ne favorise pas l'individu au détriment de la société.

Par ailleurs, les techniques de la mondialisation reposent aujourd'hui sur le fait d'utiliser la mission principale de la finance afin de réaliser des profits, ou plutôt, davantage de profits. Ce processus ne cesse d'engendrer des dérives dans les fonctions principales de l'économie à savoir la production, la consommation, la répartition des revenus et l'équilibre du marché.

Ainsi les produits ont perdu de leur qualité, la surconsommation a dominé le comportement des consommateurs, et la mauvaise répartition des richesses a mis en cause la loi de libre-échange qui ne cesse de devenir de plus en plus absurde et injuste. Egalement, ce processus a donné lieu au gaspillage des ressources dont les conséquences ne peuvent être que néfastes aussi bien à court terme qu'à long terme, sans parler d'un certain nombre de déséquilibres sociaux et économiques.

Le premier déséquilibre est celui de la finance. Il s'agit des dérives qui consistent à payer le double de prix des factures et des dettes en alimentant une surévaluation qui n'a d'autres raisons d'exister que de faire tourner la finance. Ce déséquilibre, dont les conséquences sont dramatiques, a comme corolaire la création de la précarité sociale et l'incertitude des perspectives et de la vie.



Au niveau économique, les faillites injustes se multiplient. Ces dernières ne dépendent pourtant pas d'une mauvaise gestion de l'entreprise ou de difficultés liées à la clientèle et à la rareté des ressources nécessaires pour mener à bien les processus de production et de vente. Ces faillites sont injustes car elles sont provoquées par des mécanismes issus de cette finance complètement déconnectée de l'économie réelle qui régit le monde économique actuel.

Evidemment, ce processus de surconsommation et d'utilisation exorbitante de la nature donne lieu à une surexploitation du capital structurel de la terre et aboutit par conséquent à l'épuisement des biens communs à toute l'humanité. De même, cela fait perdre à l'individu l'assurance de sa subsistance et le maintien de son équilibre par son énergie et son propre travail.

Ces déséquilibres ne constituent pas les seuls problèmes qui résultent de cette dérive financière et sociale ; en effet, en plus de l'épuisement des ressources naturelles de la terre, l'effet de serre provoqué par la pollution menace également le globe terrestre et les êtres qui y vivent. Cela donne lieu à la deuxième dérive qui est de nature écologique.

En outre, la perte identitaire et le manque de la cohésion sociale, en face de ceux qui profitent, constituent les conséquences sociales d'une troisième dérive qui est de nature identitaire et qui ne cesse de s'accroître avec la délocalisation et les mouvements migratoires à travers les continents. Il importe par conséquent de rassembler toutes les forces humaines et les énergies contre ceux qui profitent des ressources internationales qui dominent la planète et qui exploitent ses ressources sans limite.

Ainsi, il convient à la finance islamique de prendre sa place et de jouer pleinement son rôle en étant une finance d'éthique islamique. Il faut se situer d'abord dans l'optique de la proposition et participer au système économique, afin de constituer une résistance à l'injustice et former un système alternatif au système économique dominant.

Ce système dominant a comme structure principale l'uniformisation du monde pour le rendre rentable pour ceux qui le détiennent. Il importe par conséquent à tout système alternatif de contrecarrer ce processus d'uniformisation afin de libérer ses richesses et sauver sa nature et son environnement. Ceci n'est possible que par l'établissement d'un système économique qui permet aux consommateurs de se nourrir de produits de qualité et aux entreprises de produire sans épuiser les ressources naturelles ou porter atteinte à la santé de la terre et à la dignité humaine.

Il est évident que la finance doit jouer un rôle grandissant pour rendre ces stratégies réalisables par les solutions techniques qu'elle propose et la qualité des interactions économiques qu'elle permet. A cet égard, la mission de cette finance éthique est de contrecarrer les éléments qui conduisent tout naturellement à la perte d'autonomie, à la marginalisation sociale et à l'exclusion. Cela se voit d'une manière plus explicite dans le fait d'éviter le

surendettement et occulter les charges financières qui n'ont aucune raison logique d'exister outre qu'entretenir les envies des profiteurs.

En effet, la mise à disposition des capitaux au service de l'économie est une tâche vitale et éminemment stratégique dans tout système économique. Il convient par conséquent à cette finance de contribuer à mettre en cause la loi de libre-échange et faire face aux différentes conséquences de cette mondialisation exprimée en termes de perte identitaire et de dérives écologiques.

Suite à ces constats alarmants, il s'avère tellement crucial et nécessaire de mener, au moins localement, un engagement social pour le transformer en un engagement économique. Cela nécessite une prise de conscience profonde afin d'établir des structures sociales qui viennent en aide au processus de résistance engagé. Une telle conscience est susceptible de propulser le système économique vers plus de justice et la population vers plus d'engagement. En s'adonnant à ce processus de prise de conscience, la tâche consiste à promouvoir l'application de l'éthique à la finance et, par la suite, à l'économie.

Toute cette discussion et les éléments abordés ont comme objectif de faire converger la compréhension vers l'importance de l'engagement et la résistance. Cette résistance doit commencer au niveau individuel par le bon comportement dans l'utilisation des ressources et les choix de consommation, ensuite par la prise de conscience que si l'individu qui consomme ne change pas, il est alors impossible de voir ce système économique changer et tendre vers plus de justice et d'équité.

Avec cette conscience, tout processus d'engagement aura la vocation de faire face à cet ordre économique en permettant aux hommes et aux femmes de concilier engagement social et résistance au système économique dominant.

### 3.2. Développement durable et finance islamique

Soutenu par la présence d'une liquidité importante dans un certain nombre de pays musulmans et par une forte demande de produits compatibles avec la loi coranique, cette finance a connu, depuis sa naissance dans les années 70, un développement significatif. C'est la raison pour laquelle certains pays européens se sont interrogés sur la manière de l'introduire aux côtés des activités financières traditionnelles et sur son rôle dans le développement durable et la traversée des crises.

Ainsi le Royaume-Uni fait figure de précurseur depuis 2003. Mais la finance islamique n'est pas totalement absente en France: les principaux fonds islamiques des pays du Golfe, dont Gulf Finance House, Qatar Islamic Bank ou Barwa Real Estate, ont déjà procédé à plusieurs investissements dans l'immobilier français au moyen de montages financiers islamiques de type *mourabaha*.

Il importe donc d'établir de l'intérieur la critique du concept de développement durable pour l'intégrer dans une réflexion plus large sur la dignité de l'homme, son équilibre et son autonomie – être un sujet – dans le domaine économique.

Actuellement rares sont les domaines qui échappent à une analyse construite sur le concept de développement durable. Il est désormais au centre de nombreuses réflexions (politique, environnement, finance...). Cependant, ce terme est l'objet d'une compréhension incomplète, c'est la raison pour laquelle ce domaine est mal connu.

Le développement durable consiste à produire au service du plus grand nombre d'individus et de mieux répartir les richesses. Cela doit être fait en luttant contre la pauvreté et en préservant la nature. En ce sens, une exigence transversale de solidarité entre les générations est évoquée dans chacune de ses dimensions économique, sociale et environnementale.

Dans ce cadre, les entreprises sont les agents économiques les plus impliqués dans ce processus de développement durable. Elles peuvent y participer par leurs investissements, leur consommation soutenable des ressources naturelles et leur contribution dans la réduction de la pollution. Ces mesures permettent de réduire les inégalités sociales (conditions de travail, salaires...) et d'établir l'équité.

Ceci donne lieu à la notion de la responsabilité sociale qui consiste à intégrer des préoccupations sociales et écologiques dans l'activité économique aussi bien au niveau intérieur des entreprises qu'au niveau extérieur dans leurs relations avec les parties prenantes. Cette démarche leur permet de développer, à court et moyen terme, un avantage économique sur le marché et, à plus long terme, de garantir une certaine rentabilité et viabilité.

En outre, ce développement durable peut agir comme un catalyseur de financement en appelant notamment le public à l'épargne, comme le témoigne le succès de l'investissement socialement responsable. Ce concept signifie que les entreprises agissent de leur propre initiative en intégrant volontairement des préoccupations sociales et écologiques dans leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes.

Il en résulte que la finance islamique est un élément capital dans la promotion des différentes thématiques du développement durable. Elle vise à sauvegarder le bien-être et la dignité de tous les humains qui doivent disposer de bonnes conditions matérielles et morales afin de pouvoir satisfaire leurs besoins essentiels sans dépense excessive. Elle insiste également sur la préservation des générations futures, des ressources naturelles et de l'environnement.

D'ailleurs, le principe de partage des pertes et des profits s'accompagne d'une logique très simple : le fait que nul ne puisse prévoir l'avenir, pourquoi ne pas s'entendre, financier et entrepreneur, sur le partage des résultats ? Dans le système capitaliste, l'entreprise qui s'engage à payer des intérêts déterminés ne sait pas, *a priori*, quel sera exactement le fruit de ses activités. Si elle réalise un profit, tant mieux pour elle ; dans le cas contraire, elle s'exposera

seule au *business risk* indépendamment de son degré de responsabilité dans la réalisation des pertes.

Ainsi, la finalité de l'éthique islamique est d'améliorer la condition de l'homme, d'établir l'équité sociale et de prévenir l'injustice dans les relations économiques. C'est d'ailleurs là l'origine de l'interdiction de l'intérêt et de son remplacement par un système de partage des profits et des risques. Il s'agit d'un développement durable dans ses piliers économique et social.

En outre, le pilier environnemental n'est pas absent non plus. En effet, l'accomplissement de ces objectifs requiert des interactions dynamiques entre les processus socio-économiques et les priorités environnementales. Il s'agit d'un modèle de responsabilité sociale des entreprises fondé sur des principes moraux et éthiques plus durables.

Dans cette optique, la maximisation des profits ne sera plus l'unique motivation puisque l'action économique sera aussi guidée par la poursuite du bonheur dans l'au-delà. Cette conscience, orientée par le désir d'acquiescer du bien-être, conduit naturellement à assumer une responsabilité sociale qui cherche le bon traitement moral vis-à-vis de toute tierce personne. C'est pourquoi il est juste de dire que cette finance propose un modèle de responsabilité sociale plus abouti que ce que proposent les théories économiques classiques.

D'ailleurs, l'islam, par ses principes, ne considère pas les entreprises uniquement comme des agents économiques et financiers qui créent de la richesse, mais aussi comme des agents de développement de la qualité humaine comportementale et relationnelle qui ne peut être que bénéfique pour la société tout entière.

Il s'agit bien évidemment d'un besoin inéluctable pour faire pénétrer dans la conduite des activités des meilleures pratiques de responsabilité sociale en bénéficiant de toutes les pratiques environnementales et les initiatives sociales. C'est dans ce sens que doit œuvrer la finance islamique en se développant dans la tempête et en résistant aux difficultés liées à certains secteurs de son activité.

### 3.3. L'économie alternative et les perspectives de la finance islamique

La création d'une véritable finance islamique soumise à une morale et respectant les principes islamiques exige une réflexion approfondie sur les moyens et la stratégie à adopter à long terme. Il n'est donc pas question de chercher le profit pour le profit ou d'accumuler les gains et les bénéfices. Il faut désormais penser différemment et agir conformément à une conscience d'une économie alternative et d'une finance éthique.

A l'origine, il s'agissait bien de créer des institutions financières au caractère prioritairement social, le principal objectif était la promotion d'un développement équitable fondé sur des investissements participatifs

respectant les règles de la jurisprudence islamique. Dans les années soixante et soixante-dix, l'engouement était à son comble : une économie alternative pourrait naître à partir des institutions financières islamiques.

En 1963, le projet de Mit Ghamr en Egypte illustre ce type d'intention. Le meneur de projet, Ahmed Najjar, a organisé l'épargne à la base et a pu prouver qu'une mobilisation populaire autour de projets sociaux concrets était possible. Tellement possible que l'Etat égyptien interviendra afin de limiter toute hégémonie ou triomphe de ce type d'investissement.

Après cette expérience, les banques islamiques vont changer de nature, il s'agit désormais de plus en plus de grandes institutions souvent liée à l'Etat, qui gèrent des dépôts et des investissements toujours plus importants et dorénavant éloignés, voire déconnectés, de l'action sociale.

L'idée de banques dites sociales fonctionnant sans taux d'intérêt sera reprise par les pays du Golfe et de la Péninsule arabe, pour revenir en Egypte et se diffuser dans d'autres pays quelques années plus tard. Elle a abandonné au passage la philosophie sociale qui avait animé l'expérience égyptienne et s'est enrichie du référent islamique.

Le problème se résume dans le fait qu'il ne suffit pas qu'une banque ait le qualificatif islamique pour atteindre l'objectif essentiel de sa réalisation. Encore faut-il qu'elle participe d'un vaste mouvement dont les finalités avouées et réalisées par étapes soient la concrétisation d'une dynamique sociale orientée vers la justice, le commerce équitable et le soutien dans les engagements financiers des plus démunis.

La philosophie sociale a été perdue en route, et il convient maintenant de la ramener au centre. Il ne s'agit pas de gagner autant, il s'agit plutôt de façonner une nouvelle idée de la gestion économique du bas de l'échelle à son sommet. En ce sens, la course au profit demeure, et les gestionnaires, soucieux d'une efficacité maximale, savent trouver les avis juridiques compétents qui leur permettent de s'engager dans des opérations animées par le souci du gain et du bénéfice.

C'est ainsi que les banques islamiques actuelles se sont totalement désintéressées de ces perspectives. On observe aujourd'hui qu'elles fonctionnent en parallèle et en relation, parfois étroite, avec l'économie classique de type occidental. Des réserves sont placées dans des banques fonctionnant avec des taux d'intérêt classiques, et une moyenne de plus de 40 % des investissements sont effectués en Occident où les grandes institutions financières, en rien islamiques, finissent par y trouver leur compte.

Certes, la réalisation du développement économique et social des pays musulmans était l'un des objectifs principaux des banques islamiques ; cependant, ces banques sont devenues de simples correspondants des banques étrangères et transfèrent l'argent des musulmans vers les pays occidentaux.

Quant à leur fonctionnement, les banques islamiques sont de simples accommodements et trahissent, au fond, l'enseignement et la morale de l'islam. Plus grave encore, ces banques donnent l'impression d'une possible

gestion islamique à grande échelle, et elles retardent ou occultent la création de petits projets plus viables et forcément en rupture avec le modèle classique.

Ainsi, il s'avère qu'on est loin du soutien qui devrait être apporté au développement économique et social. Les difficultés dues à l'absence de cadre juridique et de moyens financiers s'ajoutent à celle d'une viabilité qui ne paraît possible aujourd'hui que grâce aux opérations commerciales à court terme.

Néanmoins, il ne s'agit pas de rejeter toute l'expérience que les banques islamiques nous ont permis de dégager. Ainsi, on connaît mieux aujourd'hui les opérations possibles sur le plan juridique, et l'on a une idée de ce que pourraient être les modalités nécessaires à la création d'une dynamique sociale réelle. Les principes de gestion de l'économie en islam orientent vers ce type d'institutions avec des aménagements qu'il est possible d'y apporter.

Il s'agit de bien se tourner vers la création de coopératives ou de sociétés de participation qui sont en accord avec la philosophie sociale de la finance islamique. Il ne peut s'agir d'entrer en compétition avec le système classique en montrant que l'islam est la solution parce que ses performances sont meilleures, c'est abuser les individus en substituant des dénominations à d'autres.

La question n'est pas de se comparer au libéralisme, mais bien de s'en libérer. Cela n'est possible que par une réflexion approfondie sur les méthodes et les finalités et la proposition d'une alternative qui s'appuie sur l'éthique islamique.

## Conclusion

La finance se considère comme une composante essentielle dans tout système économique qui ne peut fonctionner sans elle. Appliquer une éthique à la finance consiste d'abord à réformer les intelligences, les compréhensions, les attitudes et les comportements des individus opérant dans le domaine financier. Il est évident que cela s'oppose catégoriquement à la simple introduction de nouvelles techniques et solutions qui en remplaceraient d'autres.

L'éthique de la finance islamique est orientée de manière à créer une culture où les agents économiques dépensent et redistribuent uniquement les fonds dont ils disposent vraiment. Ses principes fondent une éthique d'affaires avec une orientation vers le partage des risques, l'intégrité, l'équité et le bien-être de la société en général.

Il en résulte que la finance islamique promeut les différentes thématiques du développement durable. Il s'agit d'un développement durable dans ses piliers économique et social. Ce dernier vise à promouvoir le bien-être et la dignité de tous les humains qui doivent disposer de conditions matériellement correctes et moralement suffisantes afin de pouvoir répondre

à leurs besoins essentiels sans dépense excessive, de même que la préservation des générations futures, des ressources naturelles et de l'environnement.

Ainsi la finalité de l'éthique islamique est d'améliorer la condition de l'homme, d'établir l'équité sociale et de prévenir l'injustice dans la vie économique. C'est d'ailleurs là l'origine de l'interdiction de l'intérêt et de son remplacement par un système de partage des profits et des risques.

Dans la réalité du contexte actuel, la finance islamique propose une série de réformes et de techniques financières au cœur du système économique classique. Cela signifie qu'il s'agit beaucoup plus d'une option puisqu'il faut atteindre les mêmes objectifs mais avec des techniques financières différentes. Il s'agit par conséquent de parvenir aux mêmes résultats en termes d'efficacité économique et de rentabilité, mais en évitant les pratiques considérées comme illicites.

Cependant, la finance islamique ne se résume pas à des techniques et des outils qui relèvent de sa pratique dans la vie économique réelle, mais il s'agit d'une éthique appliquée dans le cadre de la finance. Cela fait que cette finance ne confirme pas la prééminence de cette économie libérale de marché, en revanche elle doit être un pilier principal dans l'établissement d'une économie alternative.

La réflexion fondamentale et les propositions pratiques et concrètes doivent converger vers la vérification des finalités supérieures de l'éthique. La prohibition de certains moyens ou de certaines techniques doit se comprendre à la lumière de cette philosophie générale des finalités supérieures et de l'éthique.

Il s'agit pour tout opérateur économique d'avoir cette conscience de chercher à atteindre ces finalités supérieures et non pas de se satisfaire de rendre licites les techniques en nourrissant les mêmes ambitions du gain et du consumérisme.

A cet égard, la *Sharia Board* doit se réapproprier son rôle de superviser l'éthique et non uniquement la validité des solutions techniques proposées par la finance islamique. Cela dit, elle doit veiller à ce que le souci social soit présent et ne se limite pas à chercher les avis juridiques permettant de s'engager dans des opérations qui procurent plus de gain et de bénéfice.

## Références

- |   |   |
|---|---|
| ALGABID H. (1990), <i>les Banques islamiques</i> , Economica, 256 pages.  | RAWLS J. (1971), <i>Théorie de la justice</i> , Paris, Seuil, 1987.   |
| BENMANSOUR H. (1994), « Politique économique en islam », <i>Al qalam</i> .  | ZAMIR I. and MIRAKHOR A. (2006), <i>An Introduction to Islamic Finance: Theory and Practice</i> , Wiley, 332 pages. |
| KARICH I. (2002), <i>le Système financier islamique: de la religion à la banque</i> , De Boeck et Larcier, 136 pages. |   |